



LE BRABANT WALLON : UNE PROVINCE RICHE... UNE PAUVRETE IGNOREE

Le Brabant wallon n'est pas la première province qui vient à l'esprit quand on parle de pauvreté. Avec un revenu moyen 12% plus élevé que la moyenne wallonne, on ne s'attend pas à y rencontrer d'importants problèmes de précarité. Ce revenu moyen élevé ne signifie pourtant pas que tous les habitants de la province soient plus aisés que les autres Wallons. Radiographie d'une province contrastée.

1

Avec le soutien du service Education
permanente de la Communauté
française Wallonie-Bruxelles



Cette analyse est disponible en format pdf (A4) sur notre site www.vivre-ensemble.be. Elle peut être reproduite et publiée. Nous vous demandons de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication. Vivre Ensemble Education, 2009

Vivre Ensemble Education
rue du Gouvernement provisoire 32 – 1000 Bruxelles
tél. : 02 227 66 80. @ : vee@entraide.be web : www.vivre-ensemble.be

Dans l’imaginaire collectif, le Brabançon wallon vit dans une villa quatre façades entourée d’un vaste jardin, il se déplace en 4x4 ou en monovolume haut de gamme – avec une seconde, voire une troisième voiture en cas de besoin. Il est cadre dans une grande entreprise ou fonctionnaire européen. Le week-end, il pratique le golf, l’équitation, à moins qu’il ne se rende dans sa seconde résidence en Ardenne.

Le Brabant wallon est parfois appelé la « Wallifornie » de la Région wallonne. Il cumule de nombreux atouts : cette province verdoyante procure une bonne qualité de vie à proximité de la capitale, elle accueille une grande université et des entreprises qui gravitent autour d’elle. Une minorité fortunée (deux fois plus importante que dans les autres provinces) y voit ses revenus dépasser les 50 000 euros annuels.

Mais cette image ne reflète qu’une petite partie de la réalité. Près de 22% des Brabançons vivent avec moins de 10 000 euros bruts par an.

La même proportion qu’ailleurs en Wallonie (23% dans le Hainaut).

La présence d’une université n’est pas nécessairement synonyme de prospérité : à Ottignies-Louvain-la-Neuve, où l’on s’attend à une dominante d’étudiants, on trouve en réalité beaucoup de personnes âgées et de jeunes en rupture familiale. La situation des nombreux étudiants étrangers n’est pas toujours idyllique : précarité financière, isolement social pour certains, et en particulier pour certaines, épouses d’étudiants de 3^e cycle, qui ne parlent pas français...¹

**Près de 22%
des Brabançons vivent
avec moins de
10 000 euros
bruts par an.
La même
proportion
qu’ailleurs en
Wallonie.**

En octobre 2007 était publiée une étude² sur les besoins sociaux en Brabant wallon, commandée par la députée provinciale Françoise-Florence Michel. Constat général : si une petite partie de la population brabançonne bénéficie de très hauts revenus, la précarité est aussi présente qu’ailleurs, et la

¹ Voir www.collectifdesfemmes.be. L’association « Le collectif des femmes » vise particulièrement l’intégration des femmes étrangères vivant sur le site.

² Etat des besoins sociaux en Brabant wallon, rapport intermédiaire, 2007

fracture sociale n'en est que plus profonde. Et « ...il est, culturellement et socialement, très difficile de se situer dans les catégories fragilisées alors que le niveau de vie est élevé autour de soi. Les mécanismes de solidarité n'existent pas ou peu, les alternatives (logement, alimentation, ...) sont inexistantes. Le basculement peut donc se faire plus rapidement. »³

Plusieurs priorités se détachent de cette étude.

1. Pas assez de logements

On le sait : l'accès au logement pose problème pour de nombreux ménages à revenus moyens ou faibles. A Bruxelles notamment, la situation est critique. C'est aussi le cas en Brabant wallon. Les familles bruxelloises qui ne trouvent plus de maisons à prix abordable dans la capitale – ou les familles aisées qui cherchent un cadre de vie plus agréable – cherchent à se loger dans les environs proches, soit notamment en Brabant wallon. En 30 ans, la population y a doublé et elle augmente chaque année de

La pauvreté est plus difficile à vivre quand le niveau de vie est élevé autour de soi.

L'offre est donc trop peu diversifiée : peu de logements sociaux, peu de logements privés à loyer abordable. C'est pour cette raison que la chute dans la précarité est beaucoup plus brusque en Brabant wallon et qu'elle atteint aussi la classe moyenne :

en cas de baisse de revenus (chômage, séparation, maladie, retraite, ou simplement installation d'un jeune qui quitte le domicile familial), le logement dévore une part disproportionnée du budget. **C'est ce qui amène un certain nombre d'habitants à déménager vers le Hainaut**, où l'immobilier est encore abordable. « *Cela distend les liens familiaux et sociaux*, regrette

³ Id. p. 65

⁴ Id., p. 36

Catherine Thys, responsable du service social de la Mutualité chrétienne à Nivelles. *Pour des personnes qui se trouvent à un moment charnière de leur vie, parfois difficile, cet éloignement par rapport au réseau familial et amical peut avoir des conséquences néfastes et aggraver encore leur précarité. »*

Kathy Van Nieuwenhove est assistante sociale à la maison d'accueil « Les Quatre vents » à Nivelles. Au début, la maison accueillait principalement des sans-abri, des personnes marginalisées. Au fil du temps, le profil des personnes hébergées s'est diversifié : plus de personnes qui travaillent ou qui sont en formation, plus de familles,... *« Il y a notamment des familles recomposées, devenues nombreuses, qui peinent à trouver un logement suffisamment spacieux à prix abordable, constate Kathy. Les trajectoires familiales, parfois chaotiques, font que des personnes se retrouvent tout à coup à la rue. Et comme les logements sont de plus en plus difficiles à trouver, le séjour en maison d'accueil a tendance à s'allonger ».* L'accueil est en principe prévu pour 9 mois maximum, mais ce délai est souvent dépassé. *« Avant, on trouvait des solutions*

plus rapides. Maintenant, tout semble bloqué : les listes d'attente s'allongent pour les logements sociaux, les propriétaires privés sont réticents quand il s'agit d'un candidat locataire dépendant du CPAS, et les grandes familles ne trouvent pas logis à leur taille. »

Le logement est donc le plus gros clou dans la chaussure du Brabant wallon. C'est aussi le levier le plus efficace pour combler la fracture sociale dans la province : augmenter l'offre de logements sociaux et moyens permettrait de diversifier la population dans les différentes sous-régions : diversification sociale, mais aussi générationnelle.

4

Cette augmentation du nombre de logements sociaux et moyens devrait être assumée solidairement par toutes les communes, y compris les plus favorisées, où l'offre de logements sociaux est parfois quasi inexistante – faute de demande, argumenteront certains. C'est qu'une politique du logement doit s'accompagner d'une politique des services offerts aux familles : crèches, ramassage scolaire, activités extrascolaires, transports publics efficaces et aux fréquences suffisantes, permettant notamment d'accéder facilement aux commerces, etc. Un logement social

dans une commune où il n'est par exemple pas possible de vivre sans voiture n'est pas vraiment social...

Les agences immobilières sociales (AIS), si elles n'augmentent pas le nombre total de logements, remettent par contre en location des logements non utilisés, accroissant ainsi le nombre de logements accessibles aux ménages à faibles revenus. L'AIS du Brabant wallon a été mise en place par la Province. Elle associe de nombreuses communes et CPAS, de même que les sociétés de logement social de la province. Elle loue des logements dans 19 des 27 communes brabançonnaises.

Ce type de dispositif est particulièrement adapté au Brabant wallon, dans la mesure où il favorise la mixité sociale : les logements à prix « social » sont disséminés parmi les autres et non regroupés en cités.

2. Précarité, surendettement

Cette pénurie de logements à prix raisonnables aggrave la précarité de nombreux ménages, en particulier les familles monoparentales, dont le nombre a fortement augmenté ces dernières

années⁵. Un couple qui se sépare, c'est un nouveau logement à trouver, généralement en location dans un premier temps, mais avec un revenu fortement réduit...

Le surendettement croissant des ménages est certainement lié à cette question du logement et il ne

touche pas seulement les populations défavorisées.

« Nous sommes confrontés à des situations de précarité de plus en plus aiguës », constate Catherine Thys. « En 2008, nous avons vu de plus en plus de personnes qui n'arrivaient pas à payer leurs factures de chauffage et d'électricité.

« Nous recevons des personnes qui sont très loin dans la pauvreté, qui n'ont plus accès à leurs droits. »

Nous recevons des personnes qui sont très loin dans la pauvreté, qui n'ont plus accès à leurs droits parce qu'elles n'ont plus d'adresse de référence ».

Aux « Quatre vents » (voir encadré ci-dessus) comme au service social de la Mutuelle, le constat est le même : de plus en plus de

⁵ En dix ans, le nombre d'enfants de 0 à 15 ans vivant dans un ménage monoparental a augmenté de 36%.

personnes qui avaient un niveau de vie satisfaisant tombent dans la précarité suite à une perte d'emploi, à une fin de bail non renouvelé, à une rupture familiale, une maladie,... Ce changement brutal est difficile à vivre, comme pour cet homme d'une quarantaine d'années qui, suite au décès de sa compagne, a dû quitter son logement et a été amené à vivre aux « Quatre vents » avec des personnes de milieux populaires. Il lui a fallu apprendre à participer aux tâches communes, confronter ses valeurs à celles des autres, devenir plus tolérant...

De plus en plus de personnes qui avaient un niveau de vie satisfaisant tombent dans la précarité. Ce changement brutal est difficile à vivre.

Le taux de chômage est inégalement réparti dans la province : il est globalement plus faible que dans le reste de la Wallonie et qu'à Bruxelles (mais plus élevé qu'en Flandres). Mais **ce taux varie du simple au double** entre des communes aisées comme La Hulpe, Lasne, Beauvechain, Incourt ou Mont-saint-Guibert et d'autres, comme Ottignies-Louvain-la-Neuve, Jodoigne, Tubize, Nivelles, et Rebecq. Et même dans des communes aisées, telles Waterloo ou Grez-Doiceau, le chômage a

augmenté de 25% entre 1997 et 2005...

3. Un manque de services aux familles et aux personnes

Con séquence des prix élevés du logement : **beaucoup de jeunes (20-34 ans) quittent la province**, devenue inabordable au moment de quitter le domicile des parents et d'entamer une carrière professionnelle. Ils vont s'installer dans les provinces limitrophes (Namur, Hainaut) ou à Bruxelles, dans des logements de petite taille (parfois en colocation). Cela

implique que le taux de natalité est en berne dans la « jeune » province.

Et, pour les jeunes familles qui restent dans la province, **les services à l'enfance sont insuffisants** : crèches, accueil extrascolaire, haltes-garderies, maisons maternelles,... L'augmentation du nombre de familles monoparentales et la nécessité de deux salaires pour les couples rend ces services de plus en plus nécessaires.

A l'autre bout de la vie, on note une forte augmentation du nombre de

personnes de plus de 80 ans (+ 37% en dix ans). Des personnes qui, si elles vivent seules, sont souvent très isolées. « *Quand on met en place un système de télévigilance, déplore Catherine Thys, on a parfois du mal à trouver trois personnes de l'entourage à contacter en cas de problème* ».

A cet âge, beaucoup de personnes sont dépendantes et **le nombre de places en maisons de repos et de soins est largement insuffisant** pour répondre à la demande. Ce vieillissement de la population se fait surtout sentir à Ottignies-Louvain-la-Neuve et à Chastre.

4. La santé

Les Brabançons wallons ont une espérance de vie de huit ans plus élevée que les Hennuyers⁶. A nouveau, ce « score » étonnant cache de grandes disparités, calquées sur la dualisation sociale que connaît la province. Celle-ci ne compte que trois maisons médicales pour une population d'environ 370 000 personnes, soit une maison médicale pour +/- 125 000 personnes. Par comparaison, en

⁶

http://www.zoomregion.be/details.php?id_articles=2019

Hainaut, il y a une maison médicale pour 72 000 personnes.

Le pourcentage de personnes vivant sous le seuil de pauvreté étant comparable entre les deux provinces, il apparaît clairement que cet outil important de santé communautaire est à développer dans le Brabant wallon même s'il est beaucoup plus rural que le Hainaut – les maisons médicales étant principalement situées en milieu urbain.

Plus généralement, **il convient de développer les dispositifs de proximité en matière de santé**. Pour le suivi de la grossesse, par exemple : il n'y a plus qu'une seule consultation prénatale de l'ONE en Brabant wallon. Or, ces consultations répondent à un besoin important des femmes en situation de pauvreté et elles constituent un outil de prévention de premier ordre.

Plusieurs des professionnels interrogés lors de l'étude sur les besoins sociaux en Brabant wallon ont signalé que la participation de la population aux campagnes publiques de prévention et de dépistage (ex. : dépistage du cancer du sein) diminue de façon préoccupante. Là encore, la

proximité devrait être renforcée, via le CPAS ou en soutenant et renforçant le travail des associations de terrain qui, quel que soit leur domaine d'action, jouent un rôle de prévention non négligeable. Les personnes socialement défavorisées y trouvent en effet des alliés en qui elles ont confiance, qui pourront les informer et les accompagner dans la prévention et les soins de santé.

En ce qui concerne **la santé mentale et les assuétudes**, en particulier chez les jeunes, les problèmes s'accroissent ces dernières années et les structures d'aide et d'accueil d'urgence (pour adolescents en particulier) font défaut dans la Province. Des initiatives associatives tentent de remédier à cette carence. C'est le cas de L'Entre-Temps, à Braine-l'Alleud, qui vient en aide à des adolescents en décrochage scolaire, familial et social, et mobilise les différents acteurs concernés pour sortir le jeune de l'impasse dans laquelle il se trouve.

Conclusion

Le Brabant wallon a donc une « riche » réputation, mais il connaît une pauvreté importante qui se concentre dans certaines zones. Cette pauvreté

ignorée, nous l'avons vu, est particulièrement difficile à vivre, parce qu'elle est peu connue et reconnue, mais aussi du fait du manque de structures pour la combattre, dans le domaine du logement, de la santé, de la mobilité,... **La coordination et la mise en réseau des services existants** pour les rendre plus efficaces sont un défi important, qu'entend relever la Province à partir de l'étude sur les besoins sociaux évoquée dans cette analyse. Dans un premier temps, une base de données permettra aux professionnels comme aux particuliers d'accéder à une information complète sur les structures existantes. Ensuite, plusieurs groupes de travail thématiques vont renforcer la mise en réseau d'acteurs qui travaillent souvent séparément avec le même public et qui gagneraient à se concerter davantage. Rendez-vous dans quelques années pour récolter les fruits de cette initiative...

Isabelle Franck
Vivre Ensemble Education
Septembre 2009